
COMPTES RENDUS

Lahsen Abdelmalki, Karima Bounemra Ben Soltane et Mustapha Sadni-Jallab (dir.), *Le Maghreb face aux défis de l'ouverture en Méditerranée*, L'Harmattan, 2009, 370 pages.

Cet ouvrage est issu des travaux de « l'Observatoire de l'Émergence en Méditerranée », créé à l'automne 2007 par des chercheurs et experts de plusieurs institutions nationales et internationales. Les fondateurs de l'Observatoire sont affiliés notamment à l'Université Lumière Lyon 2, la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, l'Organisation mondiale du Commerce et l'Université Mohamed V Souissi de Rabat au Maroc.

Les travaux présentés apportent un éclairage renouvelé sur la relation entre ouverture et croissance dans les pays méditerranéens. Alors que beaucoup d'études théoriques et empiriques des années 1980 mettaient en évidence les effets bénéfiques de l'ouverture sur la croissance, des travaux plus récents ont permis de nuancer fortement ce consensus (Rodrik et Rodriguez, 1999). Dans ce cadre, l'objectif premier de cet ouvrage est d'apporter des contributions empiriques sur le rôle de l'ouverture sur la croissance et plus généralement sur le développement durable, c'est-à-dire socialement équitable, économiquement efficace et respectueux de l'environnement. D'une manière générale, on peut considérer que cet objectif est atteint grâce à la diversité et à la qualité des approches proposées, tant au niveau théorique, empirique, mais également concernant le choix des pays et des secteurs. En particulier, l'utilisation d'aspects théoriques récents rend particulièrement intéressante l'approche empirique proposée.

L'ouvrage se décompose en trois parties. La première porte sur le *dialogue euro-méditerranéen et ses enjeux économiques et politiques*. Elle tente d'expliquer les raisons du ralliement d'un nombre croissant de pays méditerranéens à la stratégie de libéralisation et d'ouverture commerciale. Dans un premier article, Naoufel Liouane teste la relation entre ouverture et croissance d'une part, entre ouverture et volatilité de la croissance d'autre part. A l'aide d'un modèle de croissance en économétrie de panel, cet auteur montre que l'ouverture commerciale a eu un impact positif sur la croissance économique des pays méditerranéens. Dans le même temps, les réformes économiques et l'environnement institutionnel ont eu tendance à réduire l'instabilité de la croissance. Dans ce contexte, les stratégies d'ouverture peuvent s'expliquer principalement par les bénéfices attendus en termes de croissance. Cependant, les pays méditerranéens doivent encore améliorer leurs efforts en termes de politiques macroéconomiques, de gouvernance et de cohérence des politiques nationales et régionales pour le développement.

Dans un second éclairage, Manel Nhidi explore le processus d'intégration régionale dans l'espace euro-méditerranéen, en particulier le processus de

Barcelone et la Politique Européenne de Voisinage. L'auteur insiste sur le caractère insuffisant de la libéralisation, par exemple dans le domaine agricole, les services ou encore les barrières non tarifaires. Par ailleurs, l'insuffisante intégration sud-sud limite les effets potentiels de l'ouverture sur la croissance des pays méditerranéens. L'auteur prône alors une politique plus volontariste dans les domaines économiques, juridiques (harmonisation des normes) et sociaux favorisant la compétitivité, tout en soulevant les risques de cette politique.

Samir Abdelhafidh et Samira Hadou se concentrent sur les effets de l'impact de la libéralisation commerciale sur la synchronisation des cycles économiques des pays méditerranéens. Pour cela, ils utilisent un modèle en économétrie de panel reliant l'intensité commerciale à la corrélation des cycles économiques. Les résultats montrent que l'intensité commerciale bilatérale renforce les corrélations cycliques des pays partenaires. Par ailleurs, cet effet se trouve renforcé lorsqu'il existe des accords de libre-échange entre partenaires. L'adhésion à l'OMC a également des effets positifs sur la synchronisation des cycles avec certains partenaires (Japon et Union européenne). Ces résultats permettent de conclure que l'intensité du commerce renforce, à des degrés divers, l'option d'ancrage des monnaies des pays MENA avec les monnaies de certains partenaires commerciaux. Ceci est d'autant plus vrai pour les pays MENA fortement engagés dans des accords de libre-échange (Israël, Maroc, Tunisie, Turquie). Ces conclusions se retrouvent également dans l'étude spécifique à la Tunisie, conduite par Nabil Alimi.

La seconde partie est consacrée aux *effets de l'ouverture sur les systèmes productifs*. Cette partie se situe à la frontière entre l'économie internationale et l'économie industrielle. Les travaux permettent de préciser les conditions permettant d'optimiser les effets de l'ouverture sur la croissance. Par exemple, Sandra Palermo et Nathalie Roux décrivent les processus de fragmentation des processus industriels et de spécialisation. Les auteurs montrent comment certains pays peuvent profiter d'effets de montée de gamme, favorables à la croissance. En revanche, d'autres pays restent enfermés dans un processus de spécialisations peu porteuses et donc peu propices à la croissance, même lorsque ces pays choisissent l'ouverture. En se concentrant sur l'économie marocaine, Lahsen Abdelmalki et Hassane Zouiri montrent comment l'insuffisance des politiques technologiques et commerciales est un facteur défavorable à la qualité des spécialisations internationales, donc à la croissance. Concernant le secteur spécifique des services, Isabelle Rabaud et Thierry Montalieu montrent que la réussite de la libéralisation des services dépend avant tout des réformes des institutions, et en particulier de l'administration publique.

Les deux chapitres qui suivent se concentrent sur les effets de la libéralisation commerciale sur la productivité. Ils montrent que l'ouverture n'a pas toujours les mêmes effets sur la productivité des secteurs. Cela rend nécessaire la prise en compte de la dimension intrasectorielle qui provient de la réaction des firmes face à la concurrence. Par ailleurs, l'efficacité technique et la participation étrangère sont des facteurs clés permettant d'améliorer l'efficacité de l'ouverture via la productivité des entreprises.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux *implications politiques, sociales et environnementales de l'ouverture*. Une première conclusion indique

que le processus d'ouverture n'a pas permis une convergence du revenu par tête des pays méditerranéens avec leurs partenaires commerciaux, sauf pour la Tunisie. Deuxièmement, la croissance du commerce mondial, si elle s'accompagne d'une hausse suffisante du revenu par tête, pourrait à terme permettre aux pays méditerranéens de consacrer une part plus importante de leur budget national à l'environnement. Troisièmement, la libéralisation commerciale devra s'adapter au problème du réchauffement climatique et à la rareté de l'eau, en utilisant de façon efficiente le commerce d'eau virtuelle. Enfin, certains auteurs soulignent que les pays les moins avancés dans leurs réformes, en particulier l'Algérie, devront faire des efforts importants de rattrapage, notamment en ce qui concerne le système bancaire, la fiscalité, la question foncière et l'organisation des marchés.

En conclusion, cet ouvrage montre d'une façon assez convaincante comment l'ouverture est une condition nécessaire mais non suffisante à la croissance. La réussite des politiques de libéralisation dépend en effet d'un nombre assez important de paramètres, évoqués plus haut, comme la technologie, les institutions et la gouvernance, ainsi que les politiques financières, fiscales, commerciales et sociales.

Nicolas Péridy

LEAD, Université du Sud Toulon-Var